

PREFECTURE DE LA LOIRE

ARRETE N°530-DDPP-10
portant mise en demeure

Le préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 18 avril 2005 réglementant les activités exercées par la S.A.R.L. SERMACO dans ses installations sises à LA RICAMARIE, Impasse René Varenne, Z.I. du Bayon,

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 26 juillet 2010, constatant une situation de non-conformité au regard des prescriptions de l'arrêté du 18 avril 2005 susvisé, s'agissant des effluents aqueux,

CONSIDERANT que les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées, et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

ARRETE

Article 1er – La S.A.R.L. SERMACO est mise en demeure de respecter, pour l'installation qu'elle exploite à LA RICAMARIE, Impasse René Varenne, Z.I. du Bayon :

- **sous un délai de 3 mois**, les dispositions des articles 3 et 4 de l'annexe 3 de l'arrêté du 18 avril 2005 (périodicité de contrôle des valeurs limites d'émission des effluents aqueux).

Article 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

Article 3 – En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 – Le Secrétaire général de la Préfecture, Le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées, Le Directeur départemental de la protection des populations, et le maire de LA RICAMARIE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **11** AOÛT 2010

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général


Patrick FERIN

Copie adressée à :

- Monsieur le P.D.G. de la S.A.R.L. SERMACO
- Impasse René Varenne
- Z.I. du Bayon - BP 21
- 42150 LA RICAMARIE

-

- Monsieur le maire de LA RICAMARIE

- M. l'Inspecteur des installations classées, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Loire

- Archives *u° 530-DDPP. 10*

- Chrono